

La Grève interpro n° 16 - 27 octobre 2010

jeudi 28 octobre 2010, par [Union syndicale Solidaires](#) (Date de rédaction antérieure : 27 octobre 2010).

Manifestations partout en France

Jeudi 28 octobre aura lieu la neuvième journée nationale de grève et manifestations, contre le projet de loi gouvernemental sur les retraites ; et c'est la septième en moins de deux mois. Et nous serons encore des millions à exiger l'abandon de ce projet ! Députés et sénateurs ont voté. Et alors ? Est-ce que cela rend ce texte moins scandaleux ? Bien sur que non, l'accentuation des inégalités, l'allongement du temps de travail pour continuer d'enrichir patrons, banquiers et rentiers, cela demeure inacceptable. La loi n'est pas encore en vigueur : le Conseil Constitutionnel va être saisi, et après il y a la promulgation par N. Sarkozy. Il est donc encore possible de faire en sorte qu'elle ne voit pas le jour. Et même promulguée, elle peut ne jamais s'appliquer, comme on l'a vu par exemple pour le Contrat Première Embauche en 2006. Notre participation aux manifestations de demain est nécessaire et utile. Au-delà des effets médiatiques, le gouvernement et le patronat ne sont pas à leur avantage après la succession de manifestations réunissant des millions de personnes, et dans ce contexte de grève nationale interprofessionnelle entamée le 12 octobre.

Issue de secours ?

Les salarié-e-s toujours en grève exigent le retrait de ce texte, parce que c'est une condition impérative pour négocier sur la base des revendications portés par le mouvement syndical (retraite et notamment abrogation des contreréformes de 1993, 2003, 2007, diminution et compensation de la pénibilité, amélioration des conditions de travail, etc.). C'est aussi ce que réclame celles et ceux qui ont suspendu le mouvement faute de soutien syndical national suffisant mais qui seront de nouveau dans la lutte jeudi. Et face à cela, que proposent la CFDT et le patronat avec l'appui du gouvernement ? « une négociation sur l'emploi des jeunes et l'emploi des seniors »... Voilà une formulation bien creuse, sans aucun objectif, et dont la motivation principale est de faire croire que le dossier Retraite est clos. Avec toutes celles et tous ceux qui luttent pour une autre répartition des richesses, contre la régression sociale pour les générations futures, nous refusons de chercher aujourd'hui une issue de secours pour s'y engouffrer avec le patronat, comme si nous étions coresponsables de la situation ! L'Union syndicale Solidaires est disponible pour négocier sur la base des revendications des grévistes, pas pour des réunions destinées à enterrer le mouvement populaire en cours. C'est ce que défendent de nombreuses équipes syndicales, à la base, dans l'unité !

- Maintien des âges actuels de départ en retraite
- Départ anticipé pour les travaux pénibles
- 37,5 annuités de cotisation pour une retraite entière et à taux plein
- Suppression de la décote
- Maintien des régimes spéciaux
- Indexation des pensions sur les salaires
- Pas de retraite inférieure au SMIC

C'est possible !

De l'argent, il y en a !

- 212 milliards d'euros de bénéfices pour les entreprises françaises du CAC 40 entre 2007 et 2009.
 - 3 milliards par an de « niches fiscales » réservées aux 1% plus riches
 - 32 milliards d'exonérations de cotisations sociales (stock options, intéressement, mesures « pour l'emploi »)
 - 36 milliards de dividendes distribués aux actionnaires des entreprises du CAC 40 en 2009 ; et le chiffre a presque doublé au 1^{er} semestre 2010 par rapport à 2009
 - Entre 2004 et 2007, les 0,01% les mieux payé-e-s ont gagné 40% de plus
-

Occupation symbolique du siège de Malakoff Médéric

Communiqué commun CNT Région parisienne / Solidaires Paris

De l'argent, il y en a dans les poches de Guillaume Sarkozy ! Pourquoi occuper symboliquement le siège de Malakoff Médéric ?

Le 27 octobre 2010

L'explication est assez simple : Malakoff Médéric, dirigée – est-ce un hasard ? – par Guillaume Sarkozy, frère aîné du président des riches, a déjà préparé l'application de la contre-réforme des retraites...

Cette entreprise, premier groupe paritaire de protection sociale en France, a créé récemment avec la Caisse nationale de prévoyance (CNP Assurances, premier assureur de personnes, qui assure notamment la gestion des régimes Préfon, fonds de pension destiné aux agents de la fonction publique, et Fonpel, fonds de pension destiné aux élus locaux), une société appelée Sevriena, dont le but est de rafler le marché juteux de l'épargne retraite à partir de janvier 2011...

Preuve en est le document confidentiel de mars 2009 disponible sur le site du journal Politis, intitulé : « Projet de regroupement des activités d'épargne retraite et d'épargne salariale de CNP assurance, de Malakoff Médéric et de Quatrem » : « À l'horizon 2020, une baisse du taux de remplacement de l'ordre de 8 % est attendue pour une carrière complète. Cette baisse est toutefois variable selon le niveau du salaire et le profil de carrière [...]. Pour les salariés qui auront subi des "trous" de carrière et pour les générations qui prendront leur retraite après 2020, la baisse du taux de remplacement sera plus forte ». Le montant potentiel de collecte d'épargne retraite nécessaire pour financer le maintien du niveau de vie des futurs retraités en 2020 est estimé – dans ce document – à une belle somme « comprise entre 40 et 110 milliards d'euros, suivant les hypothèses de comportement des individus ».

Et encore une fois, comme par hasard, le projet de loi du gouvernement comporte un titre V, peu ébruité par les médias, qui vise à développer la retraite par capitalisation : « Mesures relatives à l'épargne retraite. »

Nous aurait-on encore menti ? La réforme actuelle n'aurait-elle pour but que de faire baisser les pensions par répartition afin d'imposer à ceux qui en auront les moyens de souscrire à des retraites individuelles par capitalisation ? Le calendrier extrêmement bien articulé de la création de la nouvelle entreprise de Guillaume Sarkozy et de la réforme de son frère chef de l'État semble finalement un hasard bien préparé...

Le projet du gouvernement et du patronat (Guillaume Sarkozy a d'ailleurs été vice-président du Medef jusqu'en 2006) est clair : détruire petit à petit le régime de retraite par répartition en baissant le niveau des pensions et en forçant de fait les salariés à avoir recours à la retraite par capitalisation... engraisant ainsi encore une fois des entreprises privées !

Face à la casse des retraites par répartition et au népotisme, ne baissons pas la garde.

Prenons sur les profits pour payer les retraites !

Aujourd'hui à Médéric-Malakoff ; demain on continue !

Confédération nationale du travail (CNT-RP)

Solidaires Paris.
